



Gestion Européenne Conjointe des Connexions et Transports Transfrontaliers
pour les îles

GEECCTT-ÎLES

**MISSION D'ETUDE, D'ASSISTANCE ET DE CONSEIL
SUR LA DESSERTE MARITIME**

CORSE/ SARDAIGNE : PROPRIANO/ PORTO-TORRES
à titre transitoire en attente de la création du GECT



REGLEMENT DE CONSULTATION

Date et heure limites de remise des plis

Mardi 2 mai 2017 à 12 heures

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1^{ER} : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

- 1.1 – Objet de la consultation
- 1.2 – Etendue de la consultation
- 1.3 – Décomposition de la consultation
- 1.4 – Conditions de participation des concurrents

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 2.1 – Durée du marché – Délais d'exécution
- 2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives
- 2.3 – Délai de validité des offres
- 2.4 – Mode règlement du marché et modalités de financement
- 2.5 – Conditions particulières d'exécution

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

- 4.1 – Documents à produire
- 4.2 – Variantes

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

- 5.1 – Critères de jugement
- 5.2 – Traitement des erreurs relevées dans le prix
- 5.3 – Suite à donner à la consultation

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

- 6.1 – Transmission sous support papier
- 6.2 – Transmission sous format électronique

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- 7.1 – Demande de renseignements
- 7.2 – Documents complémentaires
- 7.3 – Recours et règlements des différends

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1^{ER} : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

La Mission d'étude, d'assistance et de conseil sur la desserte maritime Corse/Sardaigne : Propriano / Porto-Torres, à titre transitoire en attente de la création du GECT.

Lieux d'exécution : Corse

1.2 – Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 28 du Code des marchés publics.

1.3 – Décomposition de la consultation

Ce marché comprend un lot unique

Le marché est divisé en 3 phases :

Phase n°1	Etat des lieux des dessertes maritimes Corse / Sardaigne sur les sept dernières années.
Phase n°2	Propositions de mise en place d'une organisation de la desserte Propriano / Porto-Torres et définition de la nouvelle DSP.
Phase n°3	Suivi de la mise en œuvre des mesures pendant une année.

1.4 – Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et leur montant dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Durée du marché – Délais d'exécution

Le marché est conclu pour une période de 18 mois couvrant l'exercice susvisé à compter de la notification du marché.

Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans le cadre de l'acte d'engagement.

Le candidat aura également précisé dans son offre les périodes de congés annuels à défaut, l'OTC considérera que le candidat, devenu titulaire, a une activité continue.

2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante, ni prestation supplémentaire ou alternative n'est autorisée.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Financement sur fonds propres de la société

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de 1^{er} rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Code des marchés publics.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 15 du Code des marchés publics.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC)
- l'acte d'engagement (AE) son annexe (DPGF)
- le cahier des clauses particulières (CCP)
- le mémoire technique (MT)
- DC1 : lettre de candidature - habilitation du mandataire par ses co-traitants
- DC2 : déclaration du candidat individuel ou du membre de groupement
- DC4 : déclaration de sous-traitance
- NOTI 1 : information au candidat retenu
- NOTI 2 : déclaration relative à l'état annuel des certificats reçus

Les demandes de dossier de consultation (DCE) pourront être transmises par courriel ou par courrier à l'adresse mentionnée ci-dessous, en indiquant le nom du soumissionnaire, ses adresses postale et électronique et les références du présent dossier.

Les documents sont disponibles aux adresses ci-dessous :

Office des Transports de la Corse

Marchés publics

19 Avenue Georges Pompidou - BP 501 - 20189 AJACCIO CEDEX 2

Tél. : 04 95 23 71 30 - Fax : 04 95 20 16 31

Soit

contact@otc-corse.fr

soit

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2017_nEiSvKgACG

Il est rappelé aux candidats, qu'en aucun cas, ils ne pourront modifier les pièces du marché faute de quoi leur offre sera déclarée non-conforme.

Afin de distinguer clairement, d'une part, le niveau de conformité fixé par le cahier des charges rédigé par l'OTC et, d'autre part, la valeur ajoutée des offres établies par les candidats, l'offre est systématiquement formalisée dans l'acte d'engagement et ses annexes. C'est pourquoi tout document autre que ceux établis par l'OTC ou n'en reprenant pas exactement les termes sera rejeté.

L'Office des Transports de la Corse se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir émettre une réclamation à ce sujet.

Ce délai de 10 jours s'entend à compter de l'envoi du courrier au candidat l'informant des modifications de détail.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française, conformément à la loi n°94-665 du 4 août 1994.

L'unité monétaire de compte du marché est l'EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 – Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Documents relatifs à la candidature :

Les candidats doivent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature. Ces documents font partie intégrante du dossier de consultation des entreprises. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la **situation juridique** de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Code des marchés publics :

- DC1 : La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants en cas de groupement de société ;
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Les extraits récents, KBIS ou de registre des métiers, de l'entreprise et, dans l'éventualité où le signataire de l'offre ne figurerait pas nominativement sur cet extrait, un document lui donnant le pouvoir d'engager l'entreprise, émanant d'une personne y figurant.

Les renseignements concernant la **capacité économique et financière** de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
- La déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les **références professionnelles et la capacité technique** de l'entreprise tels que prévus à l'article 45 du Code des marchés publics :

- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- La liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Tout autre document que le candidat jugera utile de produire pour l'appréciation de sa candidature.

Si le candidat dispose des certificats et attestations de l'article 46 I et II du Code des marchés publics (NOTI1 et NOTI2) ainsi que les attestations d'assurances en responsabilité civile et d'exploitation, il pourra les joindre à ce stade de la consultation.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement est tenu de fournir l'ensemble des pièces demandées en application des articles 43 à 47 du Code des marchés publics.

En cas de sous-traitance, le candidat produit les mêmes documents concernant le(s) sous-traitant(s) ainsi que le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.

Pour tous ces éléments, les candidats devront recourir aux documents téléchargeables à partir du site du ministère de l'économie et des finances : www.economie.gouv.fr/daj/

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'OTC constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, l'OTC peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 3 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Pour les pièces concernant l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe (DPGF) : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché.
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Un mémoire technique

L'acte d'engagement et ses annexes doivent, sous peine de rejet de l'offre, être paraphés à chaque page, dûment signés par une personne habilitée et revêtus du cachet de l'entreprise dans le cadre réservé à cet effet.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète (absence d'un seul des documents précités) pourra être déclarée non-conforme. Elle ne figurera pas au classement final, et le candidat ne pourra pas demander les informations prévues à l'article 83 du Code des marchés publics

4.2 – Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1 – Critères de jugement

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

- Sélection des candidatures
 1. Garanties et capacités techniques
 2. Garanties et capacités financières
 3. Références professionnelles

➤ Sélection des offres

<p>1. <u>La valeur technique</u></p> <p>Les éléments de réponse du soumissionnaire seront appréciés à partir des informations figurant dans l'ensemble du dossier fourni par le soumissionnaire, principalement dans le mémoire technique.</p> <p>Le candidat devra exposer <i>a minima</i> la qualité de la méthodologie qu'il propose pour la réalisation de la présente mission, expliciter sa compréhension des missions du marché et des spécificités des problématiques locales, la description des moyens et des conditions de mise en œuvre, les modalités d'interventions envisagées, pour l'élaboration, la passation et la mise en œuvre des futures délégations de service public.</p> <p>L'offre sera évaluée sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité d'analyse de l'exécution de la DSP maritime ; - la capacité et les moyens d'accompagner l'OTC dans les discussions avec les compagnies ; - la capacité et les moyens d'accompagner l'OTC dans les échanges avec les interlocuteurs (services de l'Etat et instances européennes) ; - la capacité de propositions pour l'amélioration du contrôle de l'exécution de la DSP ; - la qualité de la rédaction et de restitution - le planning de travail détaillé pour chacune des phases. <p>Le candidat présentera dans son offre la dimension juridique, droit européen, droit interne, une méthodologie d'analyse financière des offres et des éléments techniques pour apprécier l'état et l'évolution de la flotte.</p>	<p>60 %</p>
<p>2. <u>Le prix</u></p>	<p>40 %</p>

Le marché sera attribué au candidat réunissant le plus grand nombre de points sur 20.

5.2 – Traitement des erreurs relevées dans les prix

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans l'acte d'engagement et le détail des prix global et forfaitaire ou devis seront rectifiées.

Pour le jugement des offres, le montant total de l'acte d'engagement ainsi rectifié sera pris en considération.

5.3 – Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du Code des

marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai ne pourra pas être supérieur à 15 jours.

ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

6.1 – Transmission sur support papier

Les candidats devront transmettre leur offre sous pli cacheté portant l'adresse du destinataire avec les mentions suivantes :

Identité du candidat

Adresse

OFFICE DES TRANSPORTS DE LA CORSE

« MARCHE Mission d'étude, d'assistance et de conseil sur la desserte maritime Corse/Sardaigne : Propriano / Porto-Torres, à titre transitoire en attente de la création du GECT »

NE PAS OUVRIR

L'enveloppe contiendra les pièces visées à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation.

Les plis devront être remis contre récépissé ou seront envoyés par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, à l'adresse suivante :

Office des Transports de la Corse
19 Avenue Georges Pompidou
BP 501
20189 Ajaccio Cedex 2

Les dossiers qui parviendront après la date et l'heure limites fixées au présent règlement de la consultation ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

Les horaires d'ouvertures de l'OTC au public sont les suivants : 9h-12h ; 14h-16h. Aucun pli ne pourra être réceptionné en dehors de ces horaires.

NOTA :

Seule la date de réception du pli est prise en compte et non la date d'envoi.

Il appartient aux candidats de prendre les mesures nécessaires en ce sens pour tenir compte des délais et des aléas pouvant résulter d'un acheminement postal.

**Date et heure limites de remise des plis
Mardi 2 mai 2017 à 12 heures**

6.2 – Transmission électronique

L'Office des Transports de la Corse accepte le dépôt des plis par voie électronique pour cette consultation.

Le dépôt des candidatures et des offres devra être communiqué via la plateforme de dématérialisation du site Internet du bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP) :

<https://www.boamp.fr/demat/consultation/CONS-15-99512>.

Date et heure limites de remise des plis Mardi 2 mai 2017 à 12 heures

ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 – Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à :

Monsieur José BASSU
Chef du Service des Service Europe
Courriel : jose.bassu@otc-corse.fr

La date limite de dépôt des questions est fixée au mercredi 19 avril 2017 à 12h00.

7.2 – Documents complémentaires

Sans objet.

7.3 – Recours et règlements des différends

Le Tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Bastia sis :

Villa Montepiano, 20407 Bastia Cedex
Téléphone : 04.95.32.88.66 - Télécopie : 04.95.32.38.55
Courriel : greffe.ta-bastia@juradm.fr

Délai d'introduction des recours :

Le présent marché pourra faire l'objet :

- A tout moment, d'une procédure de conciliation par le président du Tribunal Administratif de Bastia (Article L. 211-4 du Code de Justice Administrative) ;
- D'un recours gracieux adressé au Pouvoir Adjudicateur dans le délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée ;

- D'un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, conformément à l'article L. 551-I du Code de Justice Administrative (C.J.A.).
- D'un référé suspension avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (article L. 521-1 du C.J.A.).